RCS : CASTRES
Code greffe : 8102

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de CASTRES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1983 B 00147
Numéro SIREN : 328 064 381
Nom ou dénomination : SECAM

Ce dépôt a été enregistré le 07/11/2022 sous le numéro de dépôt 4659

Comptes annuels

SECAM

Société anonyme
LE SIALA 81110 SAINT AMANCET

Date de clôture : 31/12/2021

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL

SECAM
31 décembre 2021

Bilan Actif

	Notes	2021 Brut	2021 Amortissements dépréciations	2021 Net	2020 Net
Immobilisations incorporelles	3.1	4 269		4 269	4 269
Immobilisations corporelles	3.2	6 340 628	(3 694 681)	2 645 948	3 038 449
Immobilisations financières (1)	3.3	4 029		4 029	4 488
Actif immobilisé		**6 348 926**	**(3 694 681)**	**2 654 245**	**3 047 205**
Stocks et encours	4.1	422 825	(45 129)	377 696	410 769
Créances clients et comptes rattachés	4.2	689 061	(42 354)	646 706	605 373
Autres créances	4.3	885 914		885 914	245 929
Comptes de régularisation	4.4	9 958		9 958	13 975
Créances et comptes de régularisation (2)		1 584 932	(42 354)	1 542 578	865 277
Placements et disponibilités	4.5	15 226		15 226	9 840
Actif circulant		**2 022 984**	**(87 483)**	**1 935 501**	**1 285 887**
Total des actifs		**8 371 910**	**(3 782 164)**	**4 589 747**	**4 333 092**
(1) Dont à moins d'un an				932	459
(2) Dont à plus d'un an				9 958	13 975

Bilan Passif

		2021	2020
Capital social		37 500	37 500
Primes et réserves		4 362	4 362
Report à nouveau		533 254	849 842
Résultat de l'exercice		443 251	283 412
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		265 576	195 204
Capitaux propres	**5**	**1 283 944**	**1 370 321**
Provisions pour risques		20 176	20 175
Provisions pour charges		1 259 338	1 147 871
Provisions pour risques et charges	**6**	**1 279 514**	**1 168 046**
Dettes financières (3)	7.1	1 002 314	886 153
Avances et acomptes reçus sur commandes		1 077	890
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		725 536	695 036
Dettes fiscales et sociales		182 086	117 651
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes non financières et comptes de régularisation		115 277	94 996
Dettes non financières (4)	7.2	1 023 975	908 572
Concours bancaires courants et autres dettes financières court terme			
Dettes	**7**	**2 026 289**	**1 794 725**
Total des passifs		**4 589 747**	**4 333 092**
(3) Dont à moins d'un an		98 317	886 153
(4) Dont à plus d'un an			

CERTIFIÉ CONFORME
À L'ORIGINAL

SECAM
31 décembre 2021

Compte de résultat de l'exercice

		2021	2020
Travaux			
Ventes		3 515 523	2 845 827
Prestations de services		1 329 166	953 172
Chiffre d'affaires	**10**	**4 844 689**	**3 798 999**
Production stockée		24 901	26 876
Production immobilisée			27 086
Subventions d'exploitation		10 175	
Reprises sur amortissements et provisions		325 967	100 952
Transfert de charges		52 978	41 690
Autres produits		73 091	38 025
Produits d'exploitation		**5 331 800**	**4 033 628**
Achats consommés		(609 660)	(612 058)
Services extérieurs		(2 496 134)	(1 846 101)
Impôts et taxes		(126 579)	(147 241)
Charges de personnel		(476 564)	(588 516)
Dotations d'exploitation:			
Dotations aux amortissements		(451 471)	(285 733)
Dotations aux dépréciations des immobilisations			
Dotations aux dépréciations des actifs circulants		(49 291)	
Dotations aux provisions		(132 354)	(108 303)
Autres charges		(304 231)	(2 556)
Quotes-parts de résultats sur opérations en commun			
Résultat d'exploitation		**685 515**	**443 120**
Produits financiers			
Charges financières		(2 250)	(6 671)
Résultat financier	**11**	**(2 250)**	**(6 671)**
Résultat courant		**683 265**	**436 450**
Produits exceptionnels		8 213	9 434
Charges exceptionnelles		(88 007)	(65 468)
Résultat exceptionnel	**12**	**(79 794)**	**(56 033)**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			(6)
Impôts sur les bénéfices	**14**	(160 220)	(96 998)
Résultat net		**443 251**	**283 412**

SECAM
31 décembre 2021

Annexe aux comptes sociaux

Sommaire

Notes

1 Informations relatives à l'entreprise et faits caractéristiques de l'exercice

2 Résumé des méthodes comptables

3 Actif immobilisé

4 Actif circulant

5 Capitaux propres

6 Provisions pour risques et charges

7 Dettes

8 Etat des échéances des créances et des dettes

9 Ventilation du Chiffre d'Affaires

10 Résultat financier

11 Résultat exceptionnel

12 Incidences des dispositions fiscales dérogatoires sur le résultat

13 Charge d'Impôt sur le résultat

14 Engagements hors bilan

15 Effectifs, engagements envers le personnel, et rémunération des organes

16 Honoraires des commissaires aux comptes

17 Filiales et participations

Sauf mention particulière, les chiffres exprimés dans l'annexe sont exprimés en euros.

SECAM
31 décembre 2021

Note 1 - Informations générales

Informations relatives à l'entreprise et faits caractéristiques de l'exercice

SECAM est une société immatriculée en France. Le total du bilan est de 4 589 747 € et le compte de résultat dégage un bénéfice de 443 251 €

Faits caractéristiques de l'exercice

Première application des modifications introduites en 2021 par la recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013.
Le 5 novembre 2021 le collège de l'ANC (Autorité des normes comptables) a modifié la recommandation n°2013-02 du 7 novembre 2013.
Il introduit un choix de méthodes de répartition des droits à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite.
La répartition des droits est fait soit (1er choix) de la date de prise de service du membre du personnel (date d'embauche), soit (2éme choix) de la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.
La société a retenu le 2éme choix.
Les changements résultant de ce choix ont été traité selon les dispositions relatives aux changements de réglementation prévues à l'article 122-1 du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général.
L'impact est non significatif à la clôture de l'exercice.

Note 2 - Résumé des méthodes comptables

Principes de préparation des états financiers

Les comptes annuels sont établis conformément :
- aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France.
- aux principes et méthodes d'évaluation énoncés par le plan comptable professionnel des Entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.
Les frais de premier établissement et les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice.
Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de fonds commerciaux, de logiciels et de droits d'exploitation de carrières.
Les fonds commerciaux ne sont pas amortis; ils font l'objet d'une dépréciation si les circonstances économiques l'exigent.

Les malis techniques relatifs aux fusions réalisées aux valeurs comptables sont inscrits dans un sous-compte "Autres immobilisations incorporelles" et "Autres immobilisations corporelles" selon la nature de l'actif sous-jacents auxquelles ils sont affectés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des dépréciations.
Les immobilisations acquises avant 1977 figurent pour leur valeur réévaluée (réévaluation légale 1976).

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses différents composants s'ils ont des durées d'utilisation différentes, soit :
- Constructions hors exploitation : 20 à 40 ans,
- Constructions industrielles : 10 à 20 ans,
- Installations techniques et matériel : 5 à 15 ans,

- Autres immobilisations corporelles : 3 à 10 ans.

Les taux d'amortissement pratiqués sont fixés en conformité avec les usages définis pour les matériels par la Fédération Nationale des Travaux Publics.
Depuis le 1er janvier 2014, les matériaux d'un gisement de carrières sont comptabilisés en stocks, seul le tréfonds est comptabilisé en terrain.

Immobilisations financières

Les participations figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, sous déduction des dépréciations estimées nécessaires, déterminées en fonction de la valeur d'usage.
Les autres immobilisations financières sont appréciées à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations éventuelles.

Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués à la valeur la plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.
Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition et les coûts de transformation.
Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables, les frais de transport et de manutention encourus pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent.
Le coût de transformation inclut l'ensemble des coûts directs et indirects encourus pour transformer les matières premières en produits finis.
Pour l'évaluation ultérieure, le coût est calculé selon la méthode du Premier Entré, Premier Sortie, ou selon la méthode du Coût Moyen Pondéré, en fonction de la nature des stocks.
La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé du produit diminué des coûts estimés pour son achèvement et sa commercialisation.
Depuis le 1er janvier 2014, les matériaux à extraire d'un gisement de carrières qui seront utilisables après le processus d'extraction sont enregistrés en stock de matières premières.

Créances clients et autres créances

Les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 60 jours, sont comptabilisées pour leur montant initial sous déduction des dépréciations estimées nécessaires en cas de risque de non recouvrement.

Les créances clients incluent les "factures à établir" correspondant aux ventes méritées qui n'ont pas encore fait l'objet d'une facturation au client.

Comptes de régularisation actif

Ils incluent notamment les charges payées d'avance et les actifs d'impôt différés récupérables sur les exercices futurs.

Placements et disponibilités

La trésorerie comprend la trésorerie en banque, en caisse, ainsi que les dépôts et valeurs mobilières de placement ayant une échéance initiale de moins de 3 mois.
La société a signé une convention de trésorerie avec la société CMGO.
Au titre de cette convention, les disponibilités de la société sont placées chez cette dernière, ou, en cas de besoin, les concours courants de trésorerie sont assurés par cette dernière, qui joue ainsi le rôle de relais financier du Groupe.

Pour une meilleure information sur la structure financière de la société, les montants placés ou empruntés au titre de cette convention de trésorerie sont présentés dans le poste disponibilités, ou dans le poste concours bancaires courants.

Les effets remis à l'encaissement figurent dans les comptes de disponibilités. Il s'agit d'effets à échéance entre le 1er janvier et le 10 janvier de l'année suivante.

Provisions réglementées

La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges et produits exceptionnels.

Provisions pour risques et charges

Les provisions sont comptabilisées lorsque la société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un évènement passé ou en cours et qu'il est probable qu'une sortie de trésorerie sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Elles comprennent :

Les provisions pour litiges et contentieux :
Il s'agit principalement de litiges et contentieux travaux. Le montant du risque provisionné est évalué en fonction de la demande de la partie adverse ou de l'évaluation des travaux de réfection par les experts désignés par les tribunaux ;

Les provisions pour litiges avec l'administration fiscale et les autres organismes:
Les redressements sont pris en charge dans l'exercice lorsqu'ils sont acceptés ou font l'objet d'une provision pour risques lorsqu'ils sont contestés ;

Les provisions pour remise en état des sites :
Le coût de remise en état, après exploitation, de la carrière fait l'objet d'une évaluation détaillée (coût de la main-d'œuvre, du matériel utilisé, des matériaux à mettre en œuvre, quote-part de frais généraux, ...) ;

Les provisions pour engagements sociaux :

Régimes à cotisations définies.
Les engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite font l'objet de versements réguliers auprès de caisses indépendantes de la société.

Régimes à prestations définies : indemnités de fin de carrière
Le coût de cet avantage est déterminé en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.
Les gains ou pertes actuariels ne sont comptabilisés, en produits ou en charges, que lorsque leur cumul excède 10% du montant de l'obligation (méthode dite du "corridor").
Ces gains ou pertes actuariels sont alors répartis sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés.

La Convention Collective des Travaux Publics a modifié, au 1er janvier 2005, les règles de calcul des indemnités de départ en retraite des cadres.
Le nouveau barème a augmenté les droits que les salariés auront acquis lors de leur départ en retraite.
L'incidence de ce changement constitue le coût des services passés, qui est étalé sur la durée moyenne résiduelle d'activité.

Primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté
Ces primes, dont la pratique dans la société est permanente et systématique, font l'objet d'une provision.
La méthode de calcul utilisée est une projection individuelle tenant compte de la rotation du personnel et de l'espérance de vie par rapport aux tables de survie.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements sociaux sont les suivantes :
- Taux d'actualisation : 1,013 % (Iboxx€ corporate A10 au 30 Novembre 2021)
- Table de progression des salaires : 2%
- Table de survie INSEE 2012-2014 (hommes / femmes à distinguer)
- Taux moyen de rotation du personnel : selon les tables d'expérience
- Age de départ en retraite des cadres : 65 ans
- Age de départ en retraite des Etam et ouvriers : 63 ans

Transferts de charges

Les transferts de charges portent principalement sur des refacturations de mise à disposition de personnel, de frais de gestion et de frais divers aux filiales du Groupe.

Plus ou moins-values sur cessions d'actif

Conformément aux recommandations du plan comptable professionnel des Entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics, les plus-values sur cessions courantes de matériels et d'installations ont été classées dans le résultat d'exploitation.

Les plus ou moins values sur cessions d'immobilisations non courantes (immobilier, titres) sont classées en résultat exceptionnel.

Impôts

Les impositions différées sont déterminées selon la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles imposables ou déductibles existant à la date de clôture.

Les différences temporelles imposables ou déductibles incluent :

- toutes les différences entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, à l'exception des éléments incorporels non cessibles distinctement de l'entreprise,
- les reports en avant de pertes fiscales et les crédits d'impôts non encore utilisés.

Lorsque le montant net de l'imposition différée fait apparaître un actif d'impôt, celui-ci n'est inscrit à l'actif du bilan que s'il existe une forte probabilité de récupération sur les exercices ultérieurs.
Les actifs et passifs d'impôt sont évalués avec les taux d'imposition dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Autres informations

Notre société entre dans le périmètre de la Société Colas SA pour la présentation des comptes consolidés de cette dernière, qui elle-même entre dans le périmètre de la société Bouygues SA.
Elle est détenue à 50 % par la société CMGO et les Sociétés VERMEULEN MATERIAUX & CARRIFIN respectivement à hauteur de 30% et 20%.

Note 3 - Actif immobilisé

3.1 - Immobilisations incorporelles	31 décembre 2020	Fusion et APA	Acquisitions	Cessions et réductions	Dotations et reprises	Virements et divers	31 décembre 2021
Concessions, brevets, droits similaires							
Fonds commercial	4 269						4 269
Autres (1)							
Valeur brute	**4 269**						**4 269**
Concessions, brevets, droits similaires							
Fonds commercial							
Autres							
Amortissements et provisions							
Valeur nette	**4 269**						**4 269**

(1) & (2) dont malis techniques issus de fusions, inscrits dans le poste "Autres" et "Autres immobilisations corporelles", et affectés aux éléments suivants :

	Montants	Modalités de dépréciation
Immobilisations incorporelles (1)		Test de valeur
Immobilisations corporelles (2)		Amortissement sur la durée restante
Immobilisations financières (3)		
Actifs circulant		
Total du mali technique		

3.2 - Immobilisations corporelles	31 décembre 2020	Fusion et APA	Acquisitions	Cessions et réductions	Dotations et reprises	Virements et divers	31 décembre 2021
Terrains (a)	333 882						333 882
Constructions	1 696 100			(8 600)			1 687 500
Installations techniques, matériel, outillage	4 590 053		77 770	(415 153)			4 252 670
Autres immobilisations corporelles (2)	84 309			(17 733)			66 577
Immobilisations en cours et avances	18 799					(18 799)	
Valeur brute	**6 723 143**		**77 770**	**(441 485)**		**(18 799)**	**6 340 628**
Terrains (a)	(279 958)				(5 637)		(285 595)
Constructions	(360 163)			8 600	(84 375)		(435 938)
Installations techniques, matériel, outillage	(2 971 041)			415 153	(359 612)		(2 915 500)
Autres immobilisations corporelles (2)	(73 533)			17 733	(1 847)		(57 648)
Immobilisations en cours et avances							
Amortissements et provisions	**(3 684 695)**			**441 485**	**(451 471)**		**(3 694 681)**
Valeur nette	**3 038 449**		**77 770**		**(451 471)**	**(18 799)**	**2 645 948**

(a) En application du règlement ANC 2014.05, la valeur du gisement des carrières au 31/12/2021, a été affectée en stocks pour un montant de 33 K€

3.3 - Immobilisations financières	31 décembre 2020	Fusion et APA	Acquisitions	Cessions et réductions	Dotations et reprises	Virements et divers	31 décembre 2021
Titres de participation							
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts	4 488			(459)			4 029
Autres immobilisations financières (3)							
Valeur brute	4 488			(459)			4 029
Titres de participation							
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières							
Amortissements et provisions							
Valeur nette	**4 488**			**(459)**			**4 029**

Note 4 - Actif circulant

4.1 - Stocks	Brut	Dépréciation	2021 net	2020 net
Matières premières, produits finis, marchandises (a)	422 825	(45 129)	377 696	410 769
En-cours de production				
Total	**422 825**	**(45 129)**	**377 696**	**410 769**

(a) en application du règlement ANC 2014.05, la valeur du gisement des carrières au 31/12/2021, a été affectée en stock pour un montant de 33 K€.

4.2 - Créances clients et comptes rattachés	Brut	Dépréciation	2021 net	2020 net
Créances clients et comptes rattachés (1)	689 061	(42 354)	646 706	605 373
Total	**689 061**	**(42 354)**	**646 706**	**605 373**

4.3 - Autres créances	Brut	Dépréciation	2021 net	2020 net
Avances et acomptes				1 802
Groupe et associés				
Autres créances	885 914		885 914	244 127
Total	**885 914**		**885 914**	**245 929**

4.4 - Comptes de régularisation	2021	2020
Charges constatées d'avance		
Ecarts de conversion actif		
Impôts différés actif	9 958	13 975
Total	**9 958**	**13 975**

4.5 - Placements et disponibilités	2021	2020
Valeurs mobilières de placement		
Placements CMGO	719 621	
Total des placements	719 621	
Comptes débiteurs en banque	14 287	9 840
Caisse		
Effets remis à l'encaissement	939	
Total des disponibilités	15 226	9 840
Total	**734 847**	**9 840**

Note 5 - Capitaux propres

5.1 - Composition du capital social	31 décembre 2020	Création d'actions	Rembourse-ment d'actions	31 décembre 2021
Nombres de titres	37 500			37 500
Montant nominal (en euros)	1	1		1
Montant du capital social en euros	**37 500**			**37 500**

5.2 - Principaux actionnaires	Nombre d'actions	% détenu
CMGO	18 747	50,0%
VERMEULEN MATERIAUX	11 248	30,0%
CARRIFIN	7 500	20,0%

5.3 - Variation des capitaux propres	31 décembre 2020	Affectation par l'AGO	Augmentation de capital	Autres variations	31 décembre 2021
Capital social	37 500				37 500
Primes					
Réserve de réévaluation					
Réserve légale	3 750				3 750
Réserves indisponibles					
Autres réserves	612				612
Report à nouveau	849 842	(316 588)			533 254
Résultat de l'exercice	**283 412**	**(283 412)**		**443 251**	**443 251**
Subvention d'investissement					
Provisions réglementées	195 204			70 372	265 576
Total capitaux propres	**1 370 321**	**(600 000)**		**513 623**	**1 283 944**

Note 6 - Provisions pour risques et charges

6.1- Provisions pour risques	31 décembre 2020	APA	Augmentations	Provisions utilisées	Provisions annulées	31 décembre 2021
Litiges et contentieux	16 218					16 218
Garanties données aux clients						
Contrôles fiscaux						
Autres litiges avec l'administration (a)	3 957		769	(679)	(89)	3 958
Autres provisions pour risques						
Total des provisions pour risques	**20 175**		**769**	**(679)**	**(89)**	**20 176**

6.2- Provisions pour charges	31 décembre 2020	APA	Augmentations	Provisions utilisées	Provisions annulées	31 décembre 2021
Impôts différés						
Remise en état des sites	1 077 031		125 783			1 202 814
Frais de fin de chantier						
Indemnités de fin de carrière	49 912		4 342		(14 422)	39 832
Médailles du travail	20 928		1 460	(2 489)	(3 207)	16 692
Autres engagements et avantages similaires						
Autres provisions pour charges						
Total des provisions pour charges	**1 147 871**		**131 585**	**(2 489)**	**(17 629)**	**1 259 338**

Note 7 - Dettes

7.1- Dettes financières	2021	2020
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 000 000	
Emprunts et dettes financières divers	2 314	886 153
Total dettes financières	**1 002 314**	**886 153**

7.2- Dettes non financières	2021	2020
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 077	890
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	725 536	695 036
Dettes fiscales et sociales	182 086	117 651
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes non financières et comptes de régularisation	115 277	94 996
Total dettes non financières	**1 023 975**	**908 572**

Note 8 - Etat des échéances des créances et des dettes

	Montant net 2021	Moins d' 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant net 2020
Créances de l'actif immobilisé	4 029	932	3 097		4 488
Créances de l'actif circulant	1 542 578	1 532 620		9 958	865 277
Placements et disponibilités	15 226	15 226			9 840
Créances	**1 561 834**	**1 548 779**	**3 097**	**9 958**	**879 606**
Dettes financières	1 002 314	98 317	493 178	410 818	886 153
Dettes non financières	1 023 975	1 023 975			908 572
Concours bancaires courants et solde créditeurs de banque					
Dettes	**2 026 289**	**1 122 292**	**493 178**	**410 818**	**1 794 725**

Note 9 - Ventilation du chiffre d'affaires

	France	International	2021	2020
Travaux routes				
Travaux bâtiment				
Travaux génie civil				
Ventes de produits	3 515 523		3 515 523	2 845 827
Prestations de services	1 329 166		1 329 166	953 172
Chiffre d'affaires	**4 844 689**		**4 844 689**	**3 798 999**

Note 10 - Résultat financier

	2021	2020
Revenus des titres de participations		
Produits et charges d'intérêts (nets)	(2 250)	(6 671)
Autres dotations et reprises sur provisions financières		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Différences nettes de change		
Pertes ou gains sur créances rattachées à des participations		
Résultat financier	**(2 250)**	**(6 671)**

Note 11 - Résultat exceptionnel

	2021	2020
Plus ou moins values sur cessions d'immobilisations		
Autres produits et charges sur opérations de gestion (nets)	(9 422)	(2 000)
Dotations et reprises sur provisions réglementées	(70 372)	(54 033)
Dotations et reprises sur provisions exceptionnelles		
Autres produits et charges sur opérations en capital		
Résultat exceptionnel	**(79 794)**	**(56 033)**

Note 12 - Incidences des dispositions fiscales dérogatoires sur le résultat

	2021	2020
Résultat net de l'exercice	443 251	283 412
Dotations de l'exercice aux provisions réglementées	78 585	63 468
Reprises de l'exercice de provisions réglementées	(8 213)	(9 434)
Reprises de l'exercice de provisions pour investissement		
Incidence sur l'impôt	(18 648)	(15 129)
Résultat hors incidence des dispositions fiscales dérogatoires	**494 974**	**322 316**

Note 13 - Charge d'impot sur le résultat

13.1 - Détail de la charge d'impôt	2021	2020
Impôts exigible au titre de l'exercice	(156 203)	(105 962)
Rappel ou dégrèvements d'impôts au titre des exercices antérieurs		8 138
Provision IS		
Impôt différé	(4 017)	826
Charge d'impôt	**(160 220)**	**(96 998)**

13.2 - Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant (après participation)	683 265	(181 365)	501 900
Résultat exceptionnel	(79 794)	21 145	(58 648)
Total	**603 471**	**(160 220)**	**443 251**

13.3 - Détail de l'imposition différée	Différences temporaires 25%
Actif immobilisé	
Actif circulant	
Provisions pour risques et charges non déductibles temporairement	39 832
Dettes	
Déficits fiscaux	
Total des bases d'impôts différés	*39 832*
Taux d'impôt moyen suite report variable	25,00%
Impôt différé à la clôture de l'exercice	**9 958**
Impôt différé au début de l'exercice	13 975
Charge (-) ou produit (+) d'impôt différé	(4 017)

13.4 - Rapprochement entre l'impôt théorique et la charge réelle d'impôt	2021
Résultat net	443 251
Charges d'impôt comptabilisée	(160 220)
Résultat avant impôt (a)	603 471
Taux d'impôt normal (b)	26,50%
Charge d'impôt théorique [(a) x (b)]	**(159 920)**
Incidence des taux d'impôts réduits ou majorés	
Activation d'impôts différés antérieurement non comptabilisés	
Actifs d'impôts différés non comptabilisés (récupération incertaine)	
Impôts non liés au résultat	
Effet des différences permanentes	(300)
Charge d'impôt comptabilisée	**(160 220)**

Note 14 - Engagements hors bilan

14.1 - Engagements pris en matière de crédit-bail	2021	2020
Valeur brute		
Cumuls des amortissements à l'ouverture		
Amortissements exercice en cours		
Total des amortissements		
Valeur nette		
Redevances payées		
Cumuls exercices antérieurs		
Exercice en cours		
Total des redevances payées		
Redevances à payer		
A 1 an au plus		
A plus d'un an et moins de 5 ans		
A plus de 5 ans		
Total des redevances à payer		

14.2 - Autres engagements	Cautions	Lettres d'intention	Autres engagements	Total
Filiales et participations				
Autres entreprises liées				
Tiers :				
effets escomptés non échus				
contrats de location simple			6 000	6 000
contrats de location financement				
autres engagements commerciaux			847 000	847 000
autres engagements donnés	719 000			719 000
Total des engagements donnés	**719 000**		**853 000**	**1 572 000**
Total des engagements reçus	**719 000**			**719 000**

14.3 - Sûretés réelles accordées en garantie des dettes	2021	2020
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes sur établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Total		

Note 15 - Effectifs, engagements envers le personnel et rémunération des organes d'Administration et de Direction

15.1 - Effectif moyen	2021	2020
Cadres	2	1
Employés, techniciens, agents de maitrise	2	4
Compagnons	4	5
Total	**8**	**10**

15.2 - Régimes à cotisations définies	2021	2020
Montant comptabilisés en charges	27 598	35 410
Total	**27 598**	**35 410**

15.3 - Régimes à prestations définies : indemnités de fin de carrière	2021	2020
Montants comptabilisés en charges		
Coûts des services rendus	(10 474)	2 480
Charges d'intérêt sur l'obligation	340	469
Ecarts actuariels nets comptabilisés	54	
Coûts des services passés		
Charges nettes comptabilisées	**(10 080)**	**2 949**
Montants comptabilisés au bilan		
Valeur actualisée des obligations	43 812	56 539
Juste valeur des actifs du régime		
Ecarts actuariels nets comptabilisés	(3 980)	(6 627)
Coûts des services passés non comptabilisés		
APA		
Passifs nets comptabilisés	**39 832**	**49 912**

15.4 - Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction

Cette information n'est pas fournie, car cela conduirait à communiquer une information individuelle.

Note 16 - Honoraires des commissaires aux comptes

	2021	2020
Nom (réseau, cabinet)	PWC	PWC
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels	3 000	2 900
Autres missions		
Total	**3 000**	**2 900**

SECAM
31 décembre 2021

Note 17 - Filiales et participations

	Capital	Autres Capitaux propres	% détenu	Valeur des titres brute	Valeur des titres nette	Prêts, avances consentis	Cautions avals donnés	CA HT 2021	Résultat net 2021	Dividendes encaissés en 2021
Filiales détenues à plus de 50%										
Participations (Détention entre 10% et 50%)										
Autres titres										
TOTAL	0	0		0	0	0	0	0	0	0

SECAM
31 décembre 2021

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Etabli en EUR

Nature des indications	Exercice N-4	Exercice N-3	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N
I. Capital en fin d'exercice					
a) Capital social (en EUR)	37 500	37 500	37 500	37 500	37 500
b) Nombre d'actions ordinaires existantes	37 500	37 500	37 500	37 500	37 500
c) Nombre d'actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes					
d) Nombre maximal d'actions futures à créer					
d-1) par conversion d'obligations					
d-2) par exercice de droits de souscription					
II. Résultat de l'exercice (en EUR)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	3 931 235	4 188 698	4 529 474	3 798 999	4 844 689
b) Résultat avant impôts et charges calculées	620 217	879 849	1 194 105	727 534	980 993
c) Impôt sur les bénéfices	61 220	161 165	255 174	96 998	160 220
d) Participation des salariés dûe au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
e) Dotations aux amortissements et provisions	304 665	302 234	343 813	347 117	377 522
f) Résultat après impôts et charges calculées	254 332	416 451	595 119	283 412	443 251
g) Résultat distribué au titre de l'exercice	225 000	300 000	0	600 000	
III. Résultat par action (en EUR)					
a) Résultat après impôts mais avant charges calculées	14,91	19,16	25,04	16,81	21,89
b) Résultat après impôts et charges calculées	6,78	11,11	15,87	7,56	11,82
c) Dividende ordinaire net attribué à chaque action	6,00	8,00	0,00	16,00	0,00
IV. Personnel					
a) Effectif moyen des salariés employés	10	11	10	10	8
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	312 531	369 968	385 000	439 231	318 869
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, retraites...) (EUR)	144 008	154 447	160 279	149 285	157 695

SECAM
Société Anonyme au capital de 37 500 euros
Saint Amancet – 81110 DOURGNE
SIREN 328 064 381 R.C.S. CASTRES

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

REUNIE LE 29 JUIN 2022

Extrait

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021 comme suit :

qui s'élève à	443 251,38 €
augmenté du report à nouveau antérieur	533 254,48 €
soit un montant disponible de	976 505,86 €
à la réserve légale	0,00 €
à la distribution d'un dividende de (soit 8 € par action)	300 000,00 €
et le solde au report à nouveau, soit	676 505,86 €

Conformément aux dispositions légales, il est rappelé que les dividendes par action distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice clos le	**Revenus éligibles à l'abattement**		**Revenus non éligibles à l'abattement (en euros)**
	Dividendes (en euros)	Autres revenus distribués (en euros)	
31 décembre 2018	8,00	/	
31 décembre 2019	0,00	/	
31 décembre 2020	16	/	

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour extrait certifié conforme

SECAM

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

A l'assemblée générale
SECAM
Le Siala
81110 ST AMANCET

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SECAM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la Note 1 « Informations générales, Faits caractéristiques de l'exercice » relative à la détermination de la provision pour indemnités de départ à la retraite.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimations comptables

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques liés à son activité et en particulier la remise en état des sites, tel que décrit dans la Note 2 « Résumé des méthodes comptables – Provisions pour risques et charges » de l'annexe aux comptes annuels. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques, sur une revue des risques identifiés et des estimations retenues, et sur un examen des événements postérieurs venant corroborer ces estimations.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 13 juin 2022

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit

Edouard Sattler

SECAM
31 décembre 2021

Bilan Actif

	Notes	2021 Brut	2021 Amortissements dépréciations	2021 Net	2020 Net
Immobilisations incorporelles	3.1	**4 269**		**4 269**	**4 269**
Immobilisations corporelles	3.2	**6 340 628**	**(3 694 681)**	**2 645 948**	**3 038 449**
Immobilisations financières (1)	3.3	**4 029**		**4 029**	**4 488**
Actif immobilisé		**6 348 926**	**(3 694 681)**	**2 654 245**	**3 047 205**
Stocks et encours	4.1	**422 825**	**(45 129)**	**377 696**	**410 769**
Créances clients et comptes rattachés	4.2	689 061	(42 354)	646 706	605 373
Autres créances	4.3	885 914		885 914	245 929
Comptes de régularisation	4.4	9 958		9 958	13 975
Créances et comptes de régularisation (2)		**1 584 932**	**(42 354)**	**1 542 578**	**865 277**
Placements et disponibilités	4.5	**15 226**		**15 226**	**9 840**
Actif circulant		**2 022 984**	**(87 483)**	**1 935 501**	**1 285 887**
Total des actifs		**8 371 910**	**(3 782 164)**	**4 589 747**	**4 333 092**
(1) Dont à moins d'un an				932	459
(2) Dont à plus d'un an				9 958	13 975

Bilan Passif

		2021	2020
Capital social		37 500	37 500
Primes et réserves		4 362	4 362
Report à nouveau		533 254	849 842
Résultat de l'exercice		443 251	283 412
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		265 576	195 204
Capitaux propres	**5**	**1 283 944**	**1 370 321**
Provisions pour risques		20 176	20 175
Provisions pour charges		1 259 338	1 147 871
Provisions pour risques et charges	**6**	**1 279 514**	**1 168 046**
Dettes financières (3)	**7.1**	**1 002 314**	**886 153**
Avances et acomptes reçus sur commandes		1 077	890
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		725 536	695 036
Dettes fiscales et sociales		182 086	117 651
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes non financières et comptes de régularisation		115 277	94 996
Dettes non financières (4)	**7.2**	**1 023 975**	**908 572**
Concours bancaires courants et autres dettes financières court terme			
Dettes	**7**	**2 026 289**	**1 794 725**
Total des passifs		**4 589 747**	**4 333 092**
(3) Dont à moins d'un an		98 317	886 153
(4) Dont à plus d'un an			

SECAM
31 décembre 2021

Compte de résultat de l'exercice		2021	2020
Travaux			
Ventes		3 515 523	2 845 827
Prestations de services		1 329 166	953 172
Chiffre d'affaires	**10**	**4 844 689**	**3 798 999**
Production stockée		24 901	26 876
Production immobilisée			27 086
Subventions d'exploitation		10 175	
Reprises sur amortissements et provisions		325 967	100 952
Transfert de charges		52 978	41 690
Autres produits		73 091	38 025
Produits d'exploitation		**5 331 800**	**4 033 628**
Achats consommés		(609 660)	(612 058)
Services extérieurs		(2 496 134)	(1 846 101)
Impôts et taxes		(126 579)	(147 241)
Charges de personnel		(476 564)	(588 516)
Dotations d'exploitation:			
Dotations aux amortissements		(451 471)	(285 733)
Dotations aux dépréciations des immobilisations			
Dotations aux dépréciations des actifs circulants		(49 291)	
Dotations aux provisions		(132 354)	(108 303)
Autres charges		(304 231)	(2 556)
Quotes-parts de résultats sur opérations en commun			
Résultat d'exploitation		**685 515**	**443 120**
Produits financiers			
Charges financières		(2 250)	(6 671)
Résultat financier	**11**	**(2 250)**	**(6 671)**
Résultat courant		**683 265**	**436 450**
Produits exceptionnels		8 213	9 434
Charges exceptionnelles		(88 007)	(65 468)
Résultat exceptionnel	**12**	**(79 794)**	**(56 033)**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			(6)
Impôts sur les bénéfices	**14**	(160 220)	(96 998)
Résultat net		**443 251**	**283 412**

SECAM
31 décembre 2021

Note 1 - Informations générales

Informations relatives à l'entreprise et faits caractéristiques de l'exercice

SECAM est une société immatriculée en France. Le total du bilan est de 4 589 747 € et le compte de résultat dégage un bénéfice de 443 251 €

Faits caractéristiques de l'exercice

Première application des modifications introduites en 2021 par la recommandation ANC n°2013-02 du 7 novembre 2013.
Le 5 novembre 2021 le collège de l'ANC (Autorité des normes comptables) a modifié la recommandation n°2013-02 du 7 novembre 2013.
Il introduit un choix de méthodes de répartition des droits à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite.
La répartition des droits est fait soit (1er choix) de la date de prise de service du membre du personnel (date d'embauche), soit (2éme choix) de la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.
La société a retenu le 2éme choix.
Les changements résultant de ce choix ont été traité selon les dispositions relatives aux changements de réglementation prévues à l'article 122-1 du règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général.
L'impact est non significatif à la clôture de l'exercice.

Note 2 - Résumé des méthodes comptables

Principes de préparation des états financiers

Les comptes annuels sont établis conformément :
- aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en France.
- aux principes et méthodes d'évaluation énoncés par le plan comptable professionnel des Entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.
Les frais de premier établissement et les frais de recherche sont comptabilisés en charges de l'exercice.
Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de fonds commerciaux, de logiciels et de droits d'exploitation de carrières.
Les fonds commerciaux ne sont pas amortis; ils font l'objet d'une dépréciation si les circonstances économiques l'exigent.

Les malis techniques relatifs aux fusions réalisées aux valeurs comptables sont inscrits dans un sous-compte "Autres immobilisations incorporelles" et "Autres immobilisations corporelles" selon la nature de l'actif sous-jacents auxquelles ils sont affectés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des dépréciations.
Les immobilisations acquises avant 1977 figurent pour leur valeur réévaluée (réévaluation légale 1976).

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou de ses différents composants s'ils ont des durées d'utilisation différentes, soit :
- Constructions hors exploitation : 20 à 40 ans,
- Constructions industrielles : 10 à 20 ans,
- Installations techniques et matériel : 5 à 15 ans,

- Autres immobilisations corporelles : 3 à 10 ans.

Les taux d'amortissement pratiqués sont fixés en conformité avec les usages définis pour les matériels par la Fédération Nationale des Travaux Publics.
Depuis le 1er janvier 2014, les matériaux d'un gisement de carrières sont comptabilisés en stocks, seul le tréfonds est comptabilisé en terrain.

Immobilisations financières

Les participations figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, sous déduction des dépréciations estimées nécessaires, déterminées en fonction de la valeur d'usage.
Les autres immobilisations financières sont appréciées à leur valeur nominale sous déduction des dépréciations éventuelles.

Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués à la valeur la plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation.
Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition et les coûts de transformation.
Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes non récupérables, les frais de transport et de manutention encourus pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent.
Le coût de transformation inclut l'ensemble des coûts directs et indirects encourus pour transformer les matières premières en produits finis.
Pour l'évaluation ultérieure, le coût est calculé selon la méthode du Premier Entré, Premier Sortie, ou selon la méthode du Coût Moyen Pondéré, en fonction de la nature des stocks.
La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé du produit diminué des coûts estimés pour son achèvement et sa commercialisation.
Depuis le 1er janvier 2014, les matériaux à extraire d'un gisement de carrières qui seront utilisables après le processus d'extraction sont enregistrés en stock de matières premières.

Créances clients et autres créances

Les créances clients, dont les échéances sont généralement comprises entre 30 et 60 jours, sont comptabilisées pour leur montant initial sous déduction des dépréciations estimées nécessaires en cas de risque de non recouvrement.

Les créances clients incluent les "factures à établir" correspondant aux ventes méritées qui n'ont pas encore fait l'objet d'une facturation au client.

Comptes de régularisation actif

Ils incluent notamment les charges payées d'avance et les actifs d'impôt différés récupérables sur les exercices futurs.

Placements et disponibilités

La trésorerie comprend la trésorerie en banque, en caisse, ainsi que les dépôts et valeurs mobilières de placement ayant une échéance initiale de moins de 3 mois.
La société a signé une convention de trésorerie avec la société CMGO.
Au titre de cette convention, les disponibilités de la société sont placées chez cette dernière, ou, en cas de besoin, les concours courants de trésorerie sont assurés par cette dernière, qui joue ainsi le rôle de relais financier du Groupe.

Pour une meilleure information sur la structure financière de la société, les montants placés ou empruntés au titre de cette convention de trésorerie sont présentés dans le poste disponibilités, ou dans le poste concours bancaires courants.

Les effets remis à l'encaissement figurent dans les comptes de disponibilités. Il s'agit d'effets à échéance entre le 1er janvier et le 10 janvier de l'année suivante.

Provisions réglementées

La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges et produits exceptionnels.

Provisions pour risques et charges

Les provisions sont comptabilisées lorsque la société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un évènement passé ou en cours et qu'il est probable qu'une sortie de trésorerie sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Elles comprennent :

Les provisions pour litiges et contentieux :
Il s'agit principalement de litiges et contentieux travaux. Le montant du risque provisionné est évalué en fonction de la demande de la partie adverse ou de l'évaluation des travaux de réfection par les experts désignés par les tribunaux ;

Les provisions pour litiges avec l'administration fiscale et les autres organismes:
Les redressements sont pris en charge dans l'exercice lorsqu'ils sont acceptés ou font l'objet d'une provision pour risques lorsqu'ils sont contestés ;

Les provisions pour remise en état des sites :
Le coût de remise en état, après exploitation, de la carrière fait l'objet d'une évaluation détaillée (coût de la main-d'œuvre, du matériel utilisé, des matériaux à mettre en œuvre, quote-part de frais généraux, ...) ;

Les provisions pour engagements sociaux :

Régimes à cotisations définies.
Les engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite font l'objet de versements réguliers auprès de caisses indépendantes de la société.

Régimes à prestations définies : indemnités de fin de carrière
Le coût de cet avantage est déterminé en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.
Les gains ou pertes actuariels ne sont comptabilisés, en produits ou en charges, que lorsque leur cumul excède 10% du montant de l'obligation (méthode dite du "corridor").
Ces gains ou pertes actuariels sont alors répartis sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés.

La Convention Collective des Travaux Publics a modifié, au 1er janvier 2005, les règles de calcul des indemnités de départ en retraite des cadres.
Le nouveau barème a augmenté les droits que les salariés auront acquis lors de leur départ en retraite.
L'incidence de ce changement constitue le coût des services passés, qui est étalé sur la durée moyenne résiduelle d'activité.

Primes attribuées à l'occasion de la remise des médailles d'ancienneté
Ces primes, dont la pratique dans la société est permanente et systématique, font l'objet d'une provision.
La méthode de calcul utilisée est une projection individuelle tenant compte de la rotation du personnel et de l'espérance de vie par rapport aux tables de survie.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements sociaux sont les suivantes :
- Taux d'actualisation : 1,013 % (Iboxx€ corporate A10 au 30 Novembre 2021)
- Table de progression des salaires : 2%
- Table de survie INSEE 2012-2014 (hommes / femmes à distinguer)
- Taux moyen de rotation du personnel : selon les tables d'expérience
- Age de départ en retraite des cadres : 65 ans
- Age de départ en retraite des Etam et ouvriers : 63 ans

Transferts de charges

Les transferts de charges portent principalement sur des refacturations de mise à disposition de personnel, de frais de gestion et de frais divers aux filiales du Groupe.

Plus ou moins-values sur cessions d'actif

Conformément aux recommandations du plan comptable professionnel des Entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics, les plus-values sur cessions courantes de matériels et d'installations ont été classées dans le résultat d'exploitation.

Les plus ou moins values sur cessions d'immobilisations non courantes (immobilier, titres) sont classées en résultat exceptionnel.

Impôts

Les impositions différées sont déterminées selon la méthode bilancielle du report variable, pour toutes les différences temporelles imposables ou déductibles existant à la date de clôture.

Les différences temporelles imposables ou déductibles incluent :

- toutes les différences entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, à l'exception des éléments incorporels non cessibles distinctement de l'entreprise,
- les reports en avant de pertes fiscales et les crédits d'impôts non encore utilisés.

Lorsque le montant net de l'imposition différée fait apparaître un actif d'impôt, celui-ci n'est inscrit à l'actif du bilan que s'il existe une forte probabilité de récupération sur les exercices ultérieurs.
Les actifs et passifs d'impôt sont évalués avec les taux d'imposition dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Autres informations

Notre société entre dans le périmètre de la Société Colas SA pour la présentation des comptes consolidés de cette dernière, qui elle-même entre dans le périmètre de la société Bouygues SA.
Elle est détenue à 50 % par la société CMGO et les Sociétés VERMEULEN MATERIAUX & CARRIFIN respectivement à hauteur de 30% et 20%.

Note 3 - Actif immobilisé

3.1 - Immobilisations incorporelles	31 décembre 2020	Fusion et APA	Acquisitions	Cessions et réductions	Dotations et reprises	Virements et divers	31 décembre 2021
Concessions, brevets, droits similaires							
Fonds commercial	4 269						4 269
Autres (1)							
Valeur brute	**4 269**						**4 269**
Concessions, brevets, droits similaires							
Fonds commercial							
Autres							
Amortissements et provisions							
Valeur nette	**4 269**						**4 269**

(1) & (2) dont malis techniques issus de fusions, inscrits dans le poste "Autres" et "Autres immobilisations corporelles", et affectés aux éléments suivants :

	Montants	Modalités de dépréciation
Immobilisations incorporelles (1)		Test de valeur
Immobilisations corporelles (2)		Amortissement sur la durée restante
Immobilisations financières (3)		
Actifs circulant		
Total du mali technique		

3.2 - Immobilisations corporelles	31 décembre 2020	Fusion et APA	Acquisitions	Cessions et réductions	Dotations et reprises	Virements et divers	31 décembre 2021
Terrains (a)	333 882						333 882
Constructions	1 696 100			(8 600)			1 687 500
Installations techniques, matériel, outillage	4 590 053		77 770	(415 153)			4 252 670
Autres immobilisations corporelles (2)	84 309			(17 733)			66 577
Immobilisations en cours et avances	18 799					(18 799)	
Valeur brute	**6 723 143**		**77 770**	**(441 485)**		**(18 799)**	**6 340 628**
Terrains (a)	(279 958)				(5 637)		(285 595)
Constructions	(360 163)			8 600	(84 375)		(435 938)
Installations techniques, matériel, outillage	(2 971 041)			415 153	(359 612)		(2 915 500)
Autres immobilisations corporelles (2)	(73 533)			17 733	(1 847)		(57 648)
Immobilisations en cours et avances							
Amortissements et provisions	**(3 684 695)**			**441 485**	**(451 471)**		**(3 694 681)**
Valeur nette	**3 038 449**		**77 770**		**(451 471)**	**(18 799)**	**2 645 948**

(a) En application du règlement ANC 2014.05, la valeur du gisement des carrières au 31/12/2021, a été affectée en stocks pour un montant de 33 K€

3.3 - Immobilisations financières	31 décembre 2020	Fusion et APA	Acquisitions	Cessions et réductions	Dotations et reprises	Virements et divers	31 décembre 2021
Titres de participation							
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts	4 488			(459)			4 029
Autres immobilisations financières (3)							
Valeur brute	4 488			(459)			4 029
Titres de participation							
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts							
Autres immobilisations financières							
Amortissements et provisions							
Valeur nette	**4 488**			**(459)**			**4 029**

Note 4 - Actif circulant

4.1 - Stocks	Brut	Dépréciation	2021 net	2020 net
Matières premières, produits finis, marchandises (a)	422 825	(45 129)	377 696	410 769
En-cours de production				
Total	**422 825**	**(45 129)**	**377 696**	**410 769**

(a) en application du règlement ANC 2014.05, la valeur du gisement des carrières au 31/12/2021, a été affectée en stock pour un montant de 33 K€.

4.2 - Créances clients et comptes rattachés	Brut	Dépréciation	2021 net	2020 net
Créances clients et comptes rattachés (1)	689 061	(42 354)	646 706	605 373
Total	**689 061**	**(42 354)**	**646 706**	**605 373**

4.3 - Autres créances	Brut	Dépréciation	2021 net	2020 net
Avances et acomptes				1 802
Groupe et associés				
Autres créances	885 914		885 914	244 127
Total	**885 914**		**885 914**	**245 929**

4.4 - Comptes de régularisation	2021	2020
Charges constatées d'avance		
Ecarts de conversion actif		
Impôts différés actif	9 958	13 975
Total	**9 958**	**13 975**

4.5 - Placements et disponibilités	2021	2020
Valeurs mobilières de placement		
Placements CMGO	719 621	
Total des placements	719 621	
Comptes débiteurs en banque	14 287	9 840
Caisse		
Effets remis à l'encaissement	939	
Total des disponibilités	15 226	9 840
Total	**734 847**	**9 840**

Note 5 - Capitaux propres

5.1 - Composition du capital social	31 décembre 2020	Création d'actions	Rembourse-ment d'actions	31 décembre 2021
Nombres de titres	37 500			37 500
Montant nominal (en euros)	1	1		1
Montant du capital social en euros	**37 500**			**37 500**

5.2 - Principaux actionnaires	Nombre d'actions	% détenu
CMGO	18 747	50,0%
VERMEULEN MATERIAUX	11 248	30,0%
CARRIFIN	7 500	20,0%

5.3 - Variation des capitaux propres	31 décembre 2020	Affectation par l'AGO	Augmentation de capital	Autres variations	31 décembre 2021
Capital social	37 500				37 500
Primes					
Réserve de réévaluation					
Réserve légale	3 750				3 750
Réserves indisponibles					
Autres réserves	612				612
Report à nouveau	849 842	(316 588)			533 254
Résultat de l'exercice	**283 412**	**(283 412)**		**443 251**	**443 251**
Subvention d'investissement					
Provisions réglementées	195 204			70 372	265 576
Total capitaux propres	**1 370 321**	**(600 000)**		**513 623**	**1 283 944**

Note 6 - Provisions pour risques et charges

6.1- Provisions pour risques	31 décembre 2020	APA	Augmentations	Provisions utilisées	Provisions annulées	31 décembre 2021
Litiges et contentieux	16 218					16 218
Garanties données aux clients						
Contrôles fiscaux						
Autres litiges avec l'administration (a)	3 957		769	(679)	(89)	3 958
Autres provisions pour risques						
Total des provisions pour risques	**20 175**		**769**	**(679)**	**(89)**	**20 176**

6.2- Provisions pour charges	31 décembre 2020	APA	Augmentations	Provisions utilisées	Provisions annulées	31 décembre 2021
Impôts différés						
Remise en état des sites	1 077 031		125 783			1 202 814
Frais de fin de chantier						
Indemnités de fin de carrière	49 912		4 342		(14 422)	39 832
Médailles du travail	20 928		1 460	(2 489)	(3 207)	16 692
Autres engagements et avantages similaires						
Autres provisions pour charges						
Total des provisions pour charges	**1 147 871**		**131 585**	**(2 489)**	**(17 629)**	**1 259 338**

Note 7 - Dettes

7.1- Dettes financières	2021	2020
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 000 000	
Emprunts et dettes financières divers	2 314	886 153
Total dettes financières	**1 002 314**	**886 153**

7.2- Dettes non financières	2021	2020
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 077	890
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	725 536	695 036
Dettes fiscales et sociales	182 086	117 651
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes non financières et comptes de régularisation	115 277	94 996
Total dettes non financières	**1 023 975**	**908 572**

Note 8 - Etat des échéances des créances et des dettes

	Montant net 2021	Moins d' 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant net 2020
Créances de l'actif immobilisé	4 029	932	3 097		4 488
Créances de l'actif circulant	1 542 578	1 532 620		9 958	865 277
Placements et disponibilités	15 226	15 226			9 840
Créances	**1 561 834**	**1 548 779**	**3 097**	**9 958**	**879 606**
Dettes financières	1 002 314	98 317	493 178	410 818	886 153
Dettes non financières	1 023 975	1 023 975			908 572
Concours bancaires courants et solde créditeurs de banque					
Dettes	**2 026 289**	**1 122 292**	**493 178**	**410 818**	**1 794 725**

Note 9 - Ventilation du chiffre d'affaires

	France	International	2021	2020
Travaux routes				
Travaux bâtiment				
Travaux génie civil				
Ventes de produits	3 515 523		3 515 523	2 845 827
Prestations de services	1 329 166		1 329 166	953 172
Chiffre d'affaires	**4 844 689**		**4 844 689**	**3 798 999**

Note 10 - Résultat financier

	2021	2020
Revenus des titres de participations		
Produits et charges d'intérêts (nets)	(2 250)	(6 671)
Autres dotations et reprises sur provisions financières		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Différences nettes de change		
Pertes ou gains sur créances rattachées à des participations		
Résultat financier	**(2 250)**	**(6 671)**

Note 11 - Résultat exceptionnel

	2021	2020
Plus ou moins values sur cessions d'immobilisations		
Autres produits et charges sur opérations de gestion (nets)	(9 422)	(2 000)
Dotations et reprises sur provisions réglementées	(70 372)	(54 033)
Dotations et reprises sur provisions exceptionnelles		
Autres produits et charges sur opérations en capital		
Résultat exceptionnel	**(79 794)**	**(56 033)**

Note 12 - Incidences des dispositions fiscales dérogatoires sur le résultat

	2021	2020
Résultat net de l'exercice	443 251	283 412
Dotations de l'exercice aux provisions réglementées	78 585	63 468
Reprises de l'exercice de provisions réglementées	(8 213)	(9 434)
Reprises de l'exercice de provisions pour investissement		
Incidence sur l'impôt	(18 648)	(15 129)
Résultat hors incidence des dispositions fiscales dérogatoires	**494 974**	**322 316**

Note 13 - Charge d'impot sur le résultat

13.1 - Détail de la charge d'impôt	2021	2020
Impôts exigible au titre de l'exercice	(156 203)	(105 962)
Rappel ou dégrèvements d'impôts au titre des exercices antérieurs		8 138
Provision IS		
Impôt différé	(4 017)	826
Charge d'impôt	**(160 220)**	**(96 998)**

13.2 - Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant (après participation)	683 265	(181 365)	501 900
Résultat exceptionnel	(79 794)	21 145	(58 648)
Total	**603 471**	**(160 220)**	**443 251**

13.3 - Détail de l'imposition différée	Différences temporaires 25%
Actif immobilisé	
Actif circulant	
Provisions pour risques et charges non déductibles temporairement	39 832
Dettes	
Déficits fiscaux	
Total des bases d'impôts différés	*39 832*
Taux d'impôt moyen suite report variable	25,00%
Impôt différé à la clôture de l'exercice	**9 958**
Impôt différé au début de l'exercice	13 975
Charge (-) ou produit (+) d'impôt différé	(4 017)

13.4 - Rapprochement entre l'impôt théorique et la charge réelle d'impôt	2021
Résultat net	443 251
Charges d'impôt comptabilisée	(160 220)
Résultat avant impôt (a)	603 471
Taux d'impôt normal (b)	26,50%
Charge d'impôt théorique [(a) x (b)]	**(159 920)**
Incidence des taux d'impôts réduits ou majorés	
Activation d'impôts différés antérieurement non comptabilisés	
Actifs d'impôts différés non comptabilisés (récupération incertaine)	
Impôts non liés au résultat	
Effet des différences permanentes	(300)
Charge d'impôt comptabilisée	**(160 220)**

Note 14 - Engagements hors bilan

14.1 - Engagements pris en matière de crédit-bail	2021	2020
Valeur brute		
Cumuls des amortissements à l'ouverture		
Amortissements exercice en cours		
Total des amortissements		
Valeur nette		
Redevances payées		
Cumuls exercices antérieurs		
Exercice en cours		
Total des redevances payées		
Redevances à payer		
A 1 an au plus		
A plus d'un an et moins de 5 ans		
A plus de 5 ans		
Total des redevances à payer		

14.2 - Autres engagements	Cautions	Lettres d'intention	Autres engagements	Total
Filiales et participations				
Autres entreprises liées				
Tiers :				
effets escomptés non échus				
contrats de location simple			6 000	6 000
contrats de location financement				
autres engagements commerciaux			847 000	847 000
autres engagements donnés	719 000			719 000
Total des engagements donnés	**719 000**		**853 000**	**1 572 000**
Total des engagements reçus	**719 000**			**719 000**

14.3 - Sûretés réelles accordées en garantie des dettes	2021	2020
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes sur établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Total		

Note 15 - Effectifs, engagements envers le personnel et rémunération des organes d'Administration et de Direction

15.1 - Effectif moyen	2021	2020
Cadres	2	1
Employés, techniciens, agents de maitrise	2	4
Compagnons	4	5
Total	**8**	**10**

15.2 - Régimes à cotisations définies	2021	2020
Montant comptabilisés en charges	27 598	35 410
Total	**27 598**	**35 410**

15.3 - Régimes à prestations définies : indemnités de fin de carrière	2021	2020
Montants comptabilisés en charges		
Coûts des services rendus	(10 474)	2 480
Charges d'intérêt sur l'obligation	340	469
Ecarts actuariels nets comptabilisés	54	
Coûts des services passés		
Charges nettes comptabilisées	**(10 080)**	**2 949**
Montants comptabilisés au bilan		
Valeur actualisée des obligations	43 812	56 539
Juste valeur des actifs du régime		
Ecarts actuariels nets comptabilisés	(3 980)	(6 627)
Coûts des services passés non comptabilisés		
APA		
Passifs nets comptabilisés	**39 832**	**49 912**

15.4 - Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction

Cette information n'est pas fournie, car cela conduirait à communiquer une information individuelle.

Note 16 - Honoraires des commissaires aux comptes

	2021	2020
Nom (réseau, cabinet)	PWC	PWC
Commissariat aux comptes et certification des comptes annuels	3 000	2 900
Autres missions		
Total	**3 000**	**2 900**

SECAM
31 décembre 2021

Note 17 - Filiales et participations

	Capital	Autres Capitaux propres	% détenu	Valeur des titres		Prêts, avances consentis	Cautions avals donnés	CA HT 2021	Résultat net 2021	Dividendes encaissés en 2021
				brute	nette					
Filiales détenues à plus de 50%										
Participations (Détention entre 10% et 50%)										
Autres titres										
TOTAL	0	0		0	0	0	0	0	0	0

SECAM
31 décembre 2021

Résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

Etabli en EUR

Nature des indications	Exercice N-4	Exercice N-3	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N
I. Capital en fin d'exercice					
a) Capital social (en EUR)	37 500	37 500	37 500	37 500	37 500
b) Nombre d'actions ordinaires existantes	37 500	37 500	37 500	37 500	37 500
c) Nombre d'actions à dividendes prioritaires (sans droit de vote) existantes					
d) Nombre maximal d'actions futures à créer					
d-1) par conversion d'obligations					
d-2) par exercice de droits de souscription					
II. Résultat de l'exercice (en EUR)					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	3 931 235	4 188 698	4 529 474	3 798 999	4 844 689
b) Résultat avant impôts et charges calculées	620 217	879 849	1 194 105	727 534	980 993
c) Impôt sur les bénéfices	61 220	161 165	255 174	96 998	160 220
d) Participation des salariés dûe au titre de l'exercice	0	0	0	0	0
e) Dotations aux amortissements et provisions	304 665	302 234	343 813	347 117	377 522
f) Résultat après impôts et charges calculées	254 332	416 451	595 119	283 412	443 251
g) Résultat distribué au titre de l'exercice	225 000	300 000	0	600 000	
III. Résultat par action (en EUR)					
a) Résultat après impôts mais avant charges calculées	14,91	19,16	25,04	16,81	21,89
b) Résultat après impôts et charges calculées	6,78	11,11	15,87	7,56	11,82
c) Dividende ordinaire net attribué à chaque action	6,00	8,00	0,00	16,00	0,00
IV. Personnel					
a) Effectif moyen des salariés employés	10	11	10	10	8
b) Montant de la masse salariale de l'exercice	312 531	369 968	385 000	439 231	318 869
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, retraites...) (EUR)	144 008	154 447	160 279	149 285	157 695